



***Discours d'ouverture de Jean-Yves Le Drian
Plénière du Breizh Lab - Rennes - 20 novembre 2022***

Merci à vous toutes et vous tous d'être présents pour la relance du Breizh lab des progressistes bretons.

La relance, car certains d'entre vous sont membres de notre aventure collective depuis 2019 et je voulais rappeler un peu notre histoire puisque le démarrage de cette aventure collective reposait sur deux constats :

Le constat que nous vivons un moment de repli sur soi, de régression, de populisme conquérant. Et la question qui nous est toujours posée est de savoir si l'esprit de progrès, d'où les progressistes, pouvait l'emporter sur l'intransigeance et sur les anathèmes ?

Et nous faisons le constat que la question de la démocratie est posée. Alors que l'on croyait que la démocratie était définitivement posée comme le meilleur mode de gouvernance, incontestable et incontesté, aujourd'hui elle a pourtant besoin d'être défendue car elle est en danger. On pensait comme une évidence que la démocratie allait se répandre et allait infuser partout, alors qu'en fait, elle était devant la nécessité d'être défendue.

Il y a une forme de responsabilité de la Bretagne à cet égard car la Bretagne est une terre d'ouverture, une terre d'humanisme et une terre de tolérance. Parce que la Bretagne est européenne et parce que nous avons, ici, une forme de symbiose entre ceux qui sont les héritiers de la république laïque des lumières et ceux qui sont les héritiers du christianisme social. Donc, il nous fallait témoigner et c'était un des piliers du lancement de notre aventure collective.

Et puis il y avait, et il y a toujours, le côté Breizh Lab, le côté laboratoire.

Est-ce que nous pouvons mettre en place un lieu de réflexion sur les grands défis de la Bretagne en cette période de transitions des modèles ? En cette période de crises majeures ? En cette période d'un monde déboussolé ? Est-ce que nous étions en mesure de créer ce que l'on appelle, en bon français, un Think tank qui ne soit pas un lieu politique, il n'a pas vocation à l'être (il y a d'autres instances pour cela, des instances régionales qui ont la responsabilité de l'action de la décision) ? Est-ce qu'il est possible de réunir des acteurs de la vie bretonne qui soient entrepreneurs, universitaires, associatifs et élus pour avoir une Bretagne d'avance ?

C'était les deux piliers de notre aventure collective.

Nous avons depuis beaucoup travaillé : à la fois sur la décentralisation, la déconcentration, la différenciation (un grand thème qui doit toujours nous préoccuper), à la fois sur la Bretagne en Europe, à la fois sur la Bretagne de l'innovation entrepreneuriale et sociale, à la fois sur les transitions, sur les connexions, sur les enjeux culturels...

Nous avons abouti à un document qui s'est appelé Manifeste, que nous avons rendu public et qui a permis d'animer le débat politique au moment des échéances électorales.

On s'est retrouvé avec le conseil d'administration à la rentrée, après toutes ces échéances électorales, et l'ensemble des membres a estimé que ce n'était pas le moment de lâcher et qu'il fallait poursuivre cette aventure collective ensemble.

Et ceci pour plusieurs raisons : des raisons qui font référence à l'aspect progressiste et des raisons qui font référence à l'aspect Breizh Lib, les deux étant en symbiose.

Aujourd'hui, la brutalisation du monde et des enjeux sociaux, l'inquiétude, la perte de confiance, l'absence de visibilité, l'absence de sens, les fracturations, le doute, créent un paysage chamboulé. Il importe que l'on puisse être quelque part à échanger sur ces réalités.

Ensuite parce que, il y a une crainte que je partage, que l'extrémisme et/ou la démagogie nous submerge. L'outrance devient la règle, des risques apparaissent, les dangers de rempli et de fracturation n'ont jamais été aussi forts, la question de la démocratie reste posée, pas uniquement chez nous.

Ce que nous constatons avec le conseil d'administration du Breizh Lab, c'est l'absence de lieu pour en parler. Il fut un temps, dans une vie ancienne, où les partis politiques étaient des lieux de l'arbitrage, de la délibération, des lieux où se dessinaient des projets. Mais les partis politiques d'avant se sont épuisés au fur et à mesure des échéances électorales et les nouvelles formations politiques ont encore du mal à apparaître. Il y a ce besoin d'espace pour parler de ces enjeux, sans se substituer aux partis politiques.

Michel Rocard disait qu'il y avait « *deux manières de faire de la politique : ou faire peur, ou faire comprendre* ». Nous, nous sommes dans le faire comprendre pour comprendre ensemble ce qui est parfois difficile à lire et pour essayer de faire comprendre.

Il y a aussi dans cette situation aujourd'hui de nouveaux enjeux bretons qui se sont accélérés depuis deux ans, en raison des suites covid, des suites de la guerre, des suites de la crise mondiale. Il y a véritablement en train de se préparer une forme de nouvelle donne. Je vois quelques priorités qui se sont accentuées et accélérées au cours des derniers mois pour la Bretagne.

Est-ce que l'on peut conjuguer et essayer de proposer, et comment, la force de notre démographie, la force de notre attractivité, et en même temps la gestion de l'espace et la sobriété de l'usage de l'espace foncier ?

Est-ce que notre nouvelle attractivité, qui s'est renforcée ces deux dernières années, peut néanmoins nous permettre de garder l'équilibre et la cohésion de notre région? Ce qui en fait la force. Sinon, elle se délitéra, et il y a des risques majeurs d'éclatement social.

Est-ce qu'on peut éviter que notre région ne se divise entre une Breizh Riviera et une Breizh Exclusion ?

Voilà un enjeu qui est sur la table. C'est un sujet sur lequel il nous faut nous mobiliser.

Le deuxième élément qui renforce nos préoccupations d'avant concerne l'agroécologie. Est-ce que dans la recherche très récente de la souveraineté alimentaire européenne, la Bretagne ; première région agricole d'Europe, peut être au rendez-vous, tout en changeant son modèle et en évitant que l'on idéologise l'agroalimentaire? Que l'on sorte des anathèmes?

Est-ce que nous sommes en mesure de gérer à la fois cet enjeu, la qualité de l'eau et une gestion régionalisée de nos atouts agroalimentaires?

La question ne se posait pas en des termes aussi lourds il y a encore quelques mois.

Ce qui se passe depuis les crises, c'est que l'Europe s'est rendu compte qu'elle était devenue dépendante. On s'était ainsi aperçu au moment de la crise covid que l'on ne fabriquait plus un seul gramme de paracétamol dans toute l'Union européenne et que cette dépendance-là pouvait devenir mortifère. On s'est ensuite aperçu au moment de la crise ukrainienne que nous étions extrêmement dépendants des semi-conducteurs venus d'ailleurs et que ça enrayait notre disponibilité industrielle. Bref, le moment est venu d'assurer nos indépendances et d'envisager des relocalisations de la chaîne de valeur. Quelle place la Bretagne peut jouer dans cette nouvelle donne?

Et au-delà de cela, Il y a également de nouveaux espaces à explorer dans lesquels la Bretagne a de belles opportunités : la maritimité et le numérique.

Sur la maritimité, tout nous laisse apparaître que l'enjeu des océans, l'enjeu des mers sera l'enjeu majeur du 21e siècle. Non seulement dans le domaine de la conflictualité mais aussi dans le domaine des ressources potentielles à pouvoir faire émerger. Ne serait-ce que la découverte des grands fonds, la maîtrise de l'énergie en mer, la biodiversité autour des océans qu'il nous faut protéger. Il y a là des enjeux considérables sur lesquels la Bretagne peut jouer la première place.

D'où notre prochaine plénière au printemps à Brest sur ces enjeux.

On l'a vu avec la tenue du One Ocean Summit à Brest en février... Ceci montre bien que c'est à Brest que se fait le creuset des engagements futurs autour des océans. Nous avons une nouvelle carte très forte à jouer sur laquelle il nous faut nous mobiliser.

Et puis le numérique. La Bretagne est devenue l'une des premières régions, sinon la première région, d'Europe en matière de cybersécurité. A un moment où les Européens vont être amenés à se dire que l'Europe doit être souveraine en matière numérique et que l'Europe doit développer un modèle qui soit entre le far west numérique où toutes les expériences sont permises, et un autoritarisme 2.0 qui gagne du terrain dans certaines puissances autoritaires. Il y a une voie médiane qu'il faut développer.

Cette voie, c'est la souveraineté numérique européenne. Et dans ce cadre nous devons, la Bretagne, jouer notre carte pour être la première région d'Europe en termes de formation et d'innovation, d'intelligence artificielle... Nous en avons les moyens.

Voilà la nouvelle donne.

Face à cela, à l'enjeu des progressistes bretons, à l'enjeu de la démocratie, et à l'enjeu de l'affirmation des défis bretons, nous avons considéré qu'il fallait que le Breizh Lab continue son aventure et nous avons bien fait puisqu'aujourd'hui nous nous réunissons

à guichets fermés. Cela correspond à des attentes pour que le Breizh lab devienne le laboratoire des transitions dans tous les domaines.

Nous commencerons aujourd'hui par un débat sur les transitions économiques et écologiques.

Cela ne nous empêchera pas de poursuivre les sujets que nous avons évoqués dans la première vie du Breizh Lab avec la poursuite des travaux sur la décentralisation pour aller au bout d'une chemin qui n'est pas encore achevé, loin de là. Mais aussi pour agir au niveau européen, ou encore pour revivifier notre force culturelle qui fait le ciment de la Bretagne.

Il y a une grande variété de chantiers et la relance du Breizh Lab peut s'appuyer sur cette nouvelle donne.

Nous aurons une assemblée générale en visio le 10 décembre. A cette occasion, nous élaborerons les nouveaux contours des groupes de travail que nous allons mettre en place, en essayant de ne pas en avoir trop, pour pouvoir apporter nos contributions le plus efficacement possible.

Et, nous nous donnons comme objectif d'avoir chaque année quatre grands moments comme aujourd'hui avec des grands témoins mais aussi avec des experts bretons. Entre temps, les groupes de travail restreints auront été mis en œuvre.

Je suis de ceux qui pensent qu'il nous faudra produire publiquement, au sens de la publication d'un certain nombre d'éléments de réflexion, ce que nous essayerons de faire.

Peut-être faudra-t-il nous transformer en fondation?

Il y a des Think tank au niveau européen qui ont cette structure qui permet de féconder les réflexions politiques et les réflexions d'organisation ce qui me paraît nécessaire dans cette période.

Il fallait fixer cette nouvelle étape que je vous propose de franchir ensemble.